

# POUR FAIRE VALOIR NOS BESOINS SPÉCIFIQUES D'ORIGNAIRES D'OUTRE-MER

fonction  
publique

la  
cgt

## ET PESER DANS LE RAPPORT DE FORCES : **#jevotecgt** le 6 décembre

**D**epuis plus de 70 ans, les originaires des « DOM » ont été déplacés massivement de leurs pays du fait du chômage, du sous-développement, et par le Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'Outre-mer (BUMIDOM). Pour trouver du travail et survivre, ils ne pouvaient que s'exiler dans l'hexagone pour accepter des emplois souvent non qualifiés dans le privé ou le public. Ce déplacement délibéré de populations visait à désamorcer les explosions sociopolitiques dans les « DOM » (exemple: Martinique-Décembre 59; Guadeloupe-Mai 1967...) et combler un peu le manque de main-d'œuvre en métropole.

En métropole, **seule la CGT a aidé ces « originaires DOM »** à lutter sans relâche et à conquérir des droits spécifiques liés à leur condition — notamment en les éloignant de leur terre natale et de leur famille —: congés bonifiés, indemnité d'éloignement, etc.

Depuis longtemps ces droits sont attaqués de façon multiforme par les différents gouvernements. **Mais le gouvernement Macron-Philippe-Darmanin « met le paquet »**: les attaques deviennent plus dures et ouvertes, et en même temps plus sournoises.

### Exemples:

→ Projet de **suppression du mois de bonification des congés « bonifiés »**. Le but à terme est de supprimer les congés bonifiés purement et simplement !



Cela veut dire que la loi  
« Egalité réelle Outre-  
Mer » de 2017 ne pourra  
jamais s'appliquer vu  
l'accentuation de la  
politique de suppression  
de postes dans la  
Fonction publique.

→ **Attaques contre l'« indemnité de vie chère » existant dans les « DOM »** pour compenser le différentiel du coût de la vie par rapport à la métropole. Macron présente cela en prétextant que cette indemnité augmenterait les prix à la consommation. **En fait il veut réduire les droits de tous les fonctionnaires pour faire baisser les dépenses publiques.** C'est surtout le poids et la mainmise du puissant lobby de l'import-export qui explique la cherté du coût de la vie (produits de première nécessité) dans les DOM; lobby béké notamment, auquel aucun gouvernement ne s'est attaqué.

Le rapport du député Olivier Serva (LREM) de juillet 2018 « sur les débats institutionnels dans les Outre-Mer » et la mobilité des fonctionnaires Originaires d'Outre-Mer dans leur pays d'origine est orienté par les contraintes budgétaires et la situation des postes vacants. Cela veut dire que la loi « Égalité réelle Outre-Mer » de 2017 ne pourra jamais s'appliquer vu l'accentuation de la politique de suppression de postes dans la Fonction publique.

Les politiques de ce gouvernement frappent autant les « Originaires D.O.M. » que les « non-originaires ».

**Comme depuis toujours, la CGT combat et combattra ces attaques contre les droits des agents « Originaires D.O.M. », constitutives d'un volet des attaques contre tous les fonctionnaires et agents publics.**



## COLLECTIF REVENDICATIF CGT-D.O.M.

Avec son « Collectif revendicatif CGT-D.O.M. », la CGT mène depuis longtemps une activité intense pour organiser les « Originaires DOM » dans des actions revendicatives, des audiences auprès des Ministres et des parlementaires (etc...), afin que tous ces problèmes trouvent des solutions pérennes

dans l'intérêt des personnels :

→ **Deux manifestations devant Bercy dernièrement**, avec audience auprès du cabinet de Darmanin ;

→ **Assemblée générale du 20 septembre 2018**, où furent discutées les annonces de Macron lors des « Assises des Outre-Mer » de 2017-2018 ;

→ **Tous les ans en mai: Forums revendicatifs et culturels-CGT** (cadre: commémoration de la 2e abolition de l'esclavage colonial). Militants, historiens, et autres intervenant-e-s débattent de

l'histoire des peuples d'Outre-Mer, pour que leurs places et leurs luttes soient reconnues. Ainsi, notre démarche revendicative est mieux comprise et s'inscrit dans la continuité de nos luttes, par le grand public et les Originaires d'Outre-Mer.

Ce qui s'impose, c'est la construction d'actions les plus larges possible, pour que les « Originaires Outre-Mer » (mais pas seulement) s'impliquent dans notre stratégie de luttes pour faire avancer leurs revendications spécifiques.

**Ce qu'il faut combattre, ce sont les remises en cause incessantes des employeurs publics des droits spécifiques des « Originaires Outre-Mer », orchestrées par le Gouvernement et Macron. La CGT combat ces attaques par des actions sur la base de ses revendications avec le plus grand nombre de personnels, qui doivent se mobiliser pour enrayer cette régression sociale.**

**ÉLECTION  
FONCTION  
PUBLIQUE**

Le 06  
décembre  
2018



des femmes et des hommes  
artisans du quotidien





# LES REVENDICATIONS QUE LA CGT DEFENDRA PARTOUT :

## CONGÉ BONIFIÉ

- ✓ Maintien du Congé bonifié dans sa durée actuelle;
- ✓ Harmonisation du droit à congé bonifié par la rédaction **d'un seul texte listant les conditions d'octroi (liste des critères...), non interprétable, d'application impérativement uniforme, et commun aux trois versants de la Fonction publique** (État, Territoriale, Hospitalière);
- ✓ Accord pour le congé bonifié à partir de seulement deux critères dans un faisceau de critères;
- ✓ Abrogation de la notion de résidence habituelle;

✓ Extension du droit à congé bonifié à tous les originaires des Outre-Mer de la Fonction publique (et des originaires de toutes les ex-colonies) quel que soit leur statut;

✓ Prise en charge intégrale des frais de transport du conjoint et des enfants, y compris dans les cas de familles recomposées;

✓ Maintien des prestations d'action sociale durant le congé;

✓ Création de lieux d'hébergement dans les « DOM » pour les agents en congé bonifié;

✓ Prise en charge du conjoint marié, pacsé ou concubin notoire sans référence à son niveau de rémunération;

nération;

✓ Prise en charge financière (frais de voyage) de l'agent « de porte à porte »;

✓ Retour de la prise en charge par les employeurs de 15 kg en complément des bagages en Fret, et ce quel que soit l'employeur (actualisation du décret 53-511 du 21 mai 1953);

✓ Paiement de l'indemnité de vie chère pendant le séjour de l'agent en congé bonifié, quel que soit l'employeur;

✓ Augmentation de l'« I.V.C. » de 35 à 40 % pour les originaires de la Réunion lors de leur séjour;

✓ Règlement du contentieux sur l'« Indemnité d'éloignement ».



✓ Codification statutaire d'un « droit prioritaire au retour au pays » par une sécurisation des droits à mobilité;

✓ Extension aux trois versants de la Fonction publique de la prise en charge des « Frais de changement de résidence » sans condition d'ancienneté;

✓ Prise en charge des frais de transport pour le « retour au pays » dans le cadre de la retraite prise en Outre-Mer, et son bénéfice jusqu'à cinq ans après l'ouverture des droits à la retraite;

✓ Application de la bonification pour « services faits hors d'Europe » dès la première année sans attendre les 15 années de services;

✓ Quel que soit l'employeur: Continuité des prestations d'action sociale pendant le séjour en Outre-Mer (colonies de vacances, centres de loisirs, etc.) ;

✓ Création d'un dispositif commun « obsèques de parents proches » avec aide pour les billets d'avion + octroi de 8 jours d'autorisations spéciales d'absence pour tenir compte de l'éloignement. ♦

## CONTINUITÉ

## TERRITORIALE ET

## TARIFICATION SOCIALE

## AÉRIENNE

>> NÉGOCIATIONS FERMES AVEC LES COMPAGNIES AÉRIENNES POUR:

✓ Une réduction du prix des billets d'avion,

✓ Une régulation des flux aériens en direction des DROM, COM et POM (Départements-Régions d'Outre-Mer, Collectivités et Pays d'Outre-Mer)

✓ Le contrôle des taxes aéroportuaires qui pèsent sur le coût du transport;

>> MESURES D'AIDE AU RETOUR AU PAYS;

>> PRÊT À TAUX 0 % POUR CONSTRUIRE OU ACHETER UN BIEN IMMOBILIER DANS UN DROM, COM OU POM. ♦

**Le 6 décembre 2018, le vote CGT est une nécessité pour que nos droits s'appliquent réellement, et pour conquérir de nouveaux droits sur la base de ces revendications. Cela passera aussi par de fortes mobilisations sur le terrain, par la construction par les agents d'un rapport de force contre tous les gouvernements au quotidien.**

**La CGT continuera d'informer les personnels.**

**AUCUNE VOIX NE DOIT DONC MANQUER À LA CGT  
LORS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES  
LE 6 DÉCEMBRE 2018,  
VOTEZ CGT !**